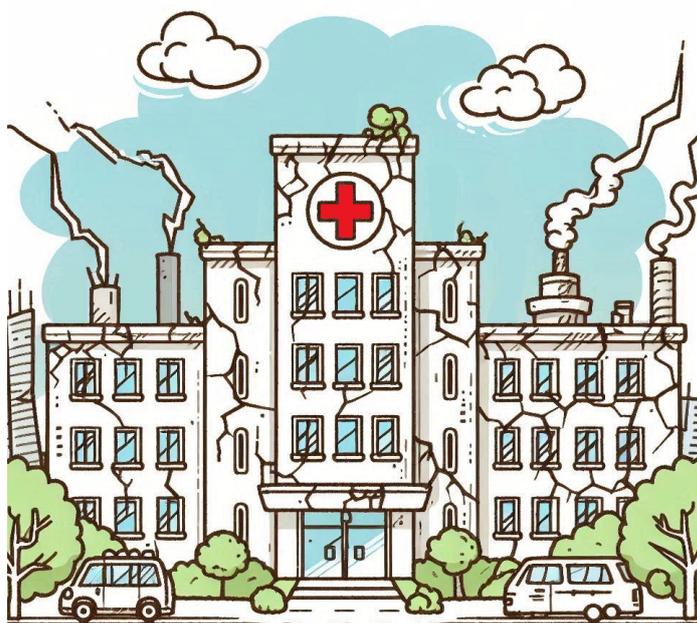




NON AU DÉMANTÈLEMENT DU SERVICE PUBLIC DE SANTÉ, DES MOYENS POUR L'HÔPITAL PUBLIC !

Notre système de soins subit depuis plusieurs décennies une cure d'austérité budgétaire qui n'a eu de cesse d'exiger toujours plus aux différents acteurs du soin. Les conséquences de ces politiques font que **notre système de santé est aujourd'hui à bout de souffle**. Alors qu'en 2020, l'OMS estimait que la France bénéficiait du meilleur système de santé au monde, nous éprouvons aujourd'hui toutes et tous des difficultés croissantes d'accès aux soins :

- Des délais de prise en charge qui se rallongent, avec un risque de perte de chance qui s'accroît.
- Une pénurie de médecins généralistes et de spécialistes transformant nos territoires en déserts médicaux et obligeant les usagers à recourir aux secteurs non conventionnés (dépassements d'honoraires). Et une pénurie d'agents dans les secteurs hospitaliers et les EHPAD.
- Des fermetures de maternités ou d'établissements hospitaliers de proximité.
- Des suppressions de lits d'hospitalisation, de rééducation, de psychiatrie, d'EHPAD...
- Des fermetures nocturnes d'Urgences, des régulations des admissions et saturations des services...



Les professionnel·le·s de la santé, du social et du médico-social, en ville comme à l'hôpital, ne cessent d'alerter que leurs conditions d'exercice les conduisent à l'épuisement. Les choix budgétaires imposés par les gouvernements successifs, et aggravés sous Macron ne peuvent pas construire une politique sanitaire et médico-sociale raisonnable. Pourtant les défis imposés par le vieillissement de la population ou par le réchauffement climatique sont immenses. Plus que jamais nous devons reconstruire un système de santé garantissant proximité et qualité. Un plan ambitieux de formation et d'embauche de professionnel·le·s et la mise en place d'une politique d'attractivité des métiers de la santé sont incontournables pour garantir un accès aux soins et à l'accompagnement des plus fragiles. Il est donc urgent de renforcer les financements de la Sécurité Sociale mise à mal par des années d'exonérations de cotisations sociales injustifiées et de valider des budgets à hauteur des besoins et des ambitions.

LA SANTÉ, C'EST NOTRE PRIORITÉ
SAMEDI 14 SEPTEMBRE
RASSEMBLEMENT DÉPARTEMENTAL À 11H00
DEVANT LE CHU DE NANTES